

RÉGIONALISATION DE L'ÉPURATION MOYENNE BROYE RACCORDEMENT DE 5 STEP SUR LA STEP RÉGIONALE DE LUCENS

APPEL D'OFFRES PLANIFICATEUR GÉNÉRAL RÈGLEMENT DE PROCÉDURE

9 septembre 2021

Association intercommunale
Épuration Moyenne Broye (EMB)



HOLINGER SA

Route de la Pierre 22, CH-1024 Ecublens

Téléphone +41 21 654 91 00

lausanne@holinger.com

Version	Date	Rédaction	Validation	Distribution
01	04.09.2021	SCJ	RUD	DirPro EMB
02	09.09.2021	SCJ	RUD	Publication SIMAP

A2123 SO Règlement de procédure PlanificateurRéseau 20210909.docx

TABLE DES MATIÈRES

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES	1
1.1	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	1
1.2	POUVOIR ADJUDICATEUR	1
1.3	ORGANISATEUR DE LA PROCÉDURE	1
1.4	PROFIL DU SOUMISSIONNAIRE	1
1.5	LANGUE	1
1.6	GROUPEMENTS ET SOUS TRAITANCE	2
1.7	PERSONNES-CLÉ	2
2	PROCÉDURE	3
2.1	TYPE DE PROCÉDURE	3
2.2	CALENDRIER DE LA PROCÉDURE	3
2.3	INSCRIPTION	3
2.4	OBTENTION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
2.5	VISITE	3
2.6	DÉPÔT DES QUESTIONS, RÉPONSES	4
2.7	DÉPÔT DES OFFRES	4
2.8	OUVERTURE DES OFFRES	4
2.9	AUDITION DES CANDIDATS	4
2.10	RECEVABILITÉ FORMELLE DE L'OFFRE	4
2.11	PRÉ-IMPLICATION	5
2.12	CONFLIT D'INTÉRÊT ET RÉCUSATION	5
2.13	VALIDITÉ DE L'OFFRE	6
2.14	NOMBRE D'OFFRES	6
2.15	VARIANTE D'OFFRE	6
2.16	INDEMNISATION	6
2.17	MODIFICATION D'UNE OFFRE	6
2.18	MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	6
2.19	DEVOIR DE S'INFORMER	6
2.20	PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ	7
3	STRUCTURE ET CONTENU DES DOSSIERS DU SOUMISSIONNAIRE	8
4	EVALUATION DES OFFRES ET ADJUDICATION	9
4.1	CRITÈRES D'APTITUDE	9
4.1.1	Principe	9
4.1.2	Capacité suffisante du soumissionnaire	9

4.1.3	Références	9
4.2	CRITÈRES D'ADJUDICATION	10
4.2.1	Critères et pondération	10
4.2.2	Notation du critère « prix »	10
4.2.3	Notation du temps consacré	11
4.2.4	Notation des critères "qualité"	11
4.3	BARÈME DES NOTES	13
4.4	COMITÉ D'ÉVALUATION	13
4.5	CORRECTION DES ERREURS LORS DE L'ÉVALUATION	14
4.6	DÉCISION D'ADJUDICATION	14
4.7	CONTRAT	14
5	VOIES DE RECOURS	15

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Marché de service pour un planificateur général (hors ingénierie électrique) pour le raccordement de 5 STEP (Hermenches, Combremonts, Châtonnaye, Trey et Granges) à la STEP régionale de la Moyenne Broye à Lucens (VD, Suisse) pour les phases 31 partielle (reprise d'avant-projet) à 53 (mise en service et achèvement) au sens des règlements SIA 102, 103 et 108.

Le mandat comprend le démantèlement des 5 STEP à raccorder, leur transformation en ouvrages de pompage ou de mise en charge, une nouvelle station de pompage ainsi que tous les nouveaux réseaux de raccordement nécessaires.

Les prestations à effectuer sont décrites en détail dans le → **cahier des charges** du présent dossier d'appel d'offres.

1.2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Association intercommunale "Epuración Moyenne Broye" (EMB)
Route de la Caséine 11
Case postal 54
1522 Lucens
<http://www.emb-epuration.ch/>

Personne de référence de l'adjudicateur : Sylvain Schupbach, président du Comité de direction d'EMB et président du Comité de direction de l'AIML.

1.3 ORGANISATEUR DE LA PROCÉDURE

HOLINGER SA (mandaté en tant que BAMO)
M. Jürg Schweizer
Route de la Pierre 22
1024 Ecublens (VD)

1.4 PROFIL DU SOUMISSIONNAIRE

Le Maître de l'ouvrage recherche un bureau ou groupement multidisciplinaire avec une très grande expérience dans le domaine de la planification générale et de la réalisation d'ouvrages de transport des eaux usées (stations de pompage, réseaux sous pression).

Une excellente maîtrise de la coordination technique interdisciplinaire est également nécessaire. La maîtrise et connaissance pratique du cadre légal suisse en matière de droit de la construction et des marchés publics est également indispensable.

1.5 LANGUE

Le soumissionnaire doit être en mesure de communiquer de manière professionnelle en français avec le mandant et de rédiger en français l'ensemble des documents, ceci avec une qualité rédactionnelle élevée.

1.6 GROUPEMENTS ET SOUS TRAITANCE

Le Maître de l'ouvrage laisse les soumissionnaires libres de s'organiser, avec quelques limitations décrites ci-dessous.

Les groupements de bureaux d'ingénieurs sont admis. Un bureau n'est pas autorisé à participer, en qualité de membre associé, à plusieurs groupements.

L'association d'entreprises (consortium) ou de bureaux ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure. Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'article 535 du CO, les associés nommeront une entreprise ou un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur et pour recevoir valablement toute communication de la part de ce dernier. En outre, **le bureau pilote doit obligatoirement réunir les compétences de direction générale de projet et des travaux ainsi que celle de coordination technique.**

La sous-traitance est admise. Un bureau sous-traitant n'est pas autorisé à participer à plusieurs offres ni à déposer une offre en tant que soumissionnaire principal ou membre d'un groupement. Le sous-traitant devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure. La direction générale de projet et des travaux et la coordination interdisciplinaire technique ne peuvent pas être sous-traités.

Le soumissionnaire détaillera son organisation dans son offre (voir chapitre 3).

Les soumissionnaires s'engagent, en cas d'adjudication, à donner accès à titre consultatif au maître d'ouvrage aux contrats de groupement et de sous-traitance avant leur signature.

Les modalités contractuelles ayant trait au groupement et à la sous-traitance sont décrites plus en détail dans le → projet de contrat.

1.7 PERSONNES-CLÉ

Le mandataire désigne **3 personnes-clé** (voir chapitre 4.2.1), dont un chef de projet qui assume la responsabilité de l'exécution des tâches techniques, administratives et financières du mandat qui lui a été confié, pour toute la durée de l'étude.

Le chef de projet tout comme les autres personnes-clé désignées dans l'offre ne pourront pas être modifiées. Leur disponibilité et leur engagement doivent être garantis par le mandataire pour toute la durée du projet.

La non-disponibilité ou la modification de personnes-clé après le dépôt de l'offre constituent des motifs valables de révocation d'adjudication et/ou de résiliation de contrat.

2 PROCÉDURE

2.1 TYPE DE PROCÉDURE

Cet appel d'offre porte sur un **marché de services** et se fait en **procédure ouverte**.

La procédure est soumise à :

- l'accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP) ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution ;
- la législation vaudoise en matière de marchés publics (Loi vaudoise sur les marchés publics du 1er avril 2018 (LMP-VD), LMP-VD (RSV 726.01) ; Règlement d'application de la loi sur les marchés publics du 1 juillet 2017 (RLMP-VD), RLMP-VD (RSV 726.01.1));
- le règlement SIA 144 relatif aux appels d'offres de prestations d'ingénierie et d'architecture.

2.2 CALENDRIER DE LA PROCÉDURE

10 septembre 2021 :	Publication de l'appel d'offres sur www.simap.ch
24 septembre 2021 :	Délai de clôture pour le dépôt des questions
1er octobre 2021 :	Délai de réponse aux questions
22 octobre 2021 à 9 heures :	Délai de dépôt des offres, suivi de l'ouverture des offres
10 novembre 2021 (matin) :	Audition des soumissionnaires (si nécessaire)
D'ici fin 2021 :	Notification de la décision d'adjudication, suivi de la conclusion du contrat et du démarrage des prestations

2.3 INSCRIPTION

Sur SIMAP. Il n'y a pas de délai d'inscription.

2.4 OBTENTION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir de la plateforme www.simap.ch. Aucun émolument d'inscription n'est demandé. Aucune version papier n'est consultable.

2.5 VISITE

Il n'y a pas de visite prévue dans le cadre de la procédure. En effet, l'organisation rationnelle d'une telle visite est malaisée au vu de la taille importante du périmètre géographique du mandat. Les soumissionnaires sont toutefois libres de se rendre compte par eux-mêmes de la configuration des lieux.

2.6 DÉPÔT DES QUESTIONS, RÉPONSES

L'adjudicateur répond aux questions arrivées dans le délai fixé au chapitre 2.2 et posées par écrit sur la plateforme SIMAP. L'adjudicateur ne traitera aucune autre demande (courriel, téléphone, etc.). Les questions et réponses sont mises à disposition, de manière anonymisée, sur le forum SIMAP.

2.7 DÉPÔT DES OFFRES

Les dossiers d'offre doivent être déposés ou envoyés en **2 exemplaires papier et 1 version électronique (clé USB)**, dans le délai fixé au chapitre 2.2 et à l'adresse suivante :

Service technique intercommunal (AISTBV)
Grand'Rue 5b
1522 Lucens (Suisse)

Heures d'ouverture pour un dépôt sur place: lu-ve 8 – 11:30 et 14:00 – 16:30

Le moment de la réception de l'offre et non le timbre postal fait foi. Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter les échéances fixées. Un rendu tardif entraîne l'exclusion.

Les offres sont remises dans une enveloppe ou colis fermé portant de manière visible la raison sociale du soumissionnaire, et la mention

« **Ne pas ouvrir – Appel d'offres Planificateur Réseaux Moyenne Broye** ».

2.8 OUVERTURE DES OFFRES

Les offres seront ouvertes par au moins deux membres du comité d'évaluation à la date fixée au chapitre 2.2 et à l'adresse du dépôt des offres.

Un procès-verbal d'ouverture des offres est envoyé aux soumissionnaires par courriel après l'ouverture.

2.9 AUDITION DES CANDIDATS

L'adjudicateur pourra s'il le juge nécessaire conduire une séance de clarification avec les soumissionnaires les mieux placés à la date fixée au chapitre 2.2, sur invitation par courriel.

L'audition ne constitue en aucun cas une négociation de prix. Elle permettra de clarifier des éléments de compréhension de l'offre par l'adjudicateur. L'audition n'est pas notée en tant que critère d'adjudication, toutefois les informations recueillies seront utilisées par le comité d'évaluation pour préciser et affiner l'appréciation des critères d'adjudication.

Les soumissionnaires sont invités à réserver la date prévue. Le soumissionnaire, représenté par les 3 personnes-clé du mandat ou leurs suppléants respectifs en cas de force majeure, doit se rendre disponible pour l'audition à la date mentionnée au chapitre 2.2.

2.10 RECEVABILITÉ FORMELLE DE L'OFFRE

L'adjudicateur prend en considération uniquement les offres qui respectent les conditions de participation suivantes, notamment celles qui :

- Sont parvenues dans les délais, à l'adresse et sous la forme demandée selon chapitre 2 ;

- Sont présentées sous la structure, le contenu et la forme exigés selon les chapitres ;
- Sont rédigées en français ;
- Proviennent d'un soumissionnaire dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux soumissionnaires suisses en matière d'accès à leurs marchés publics si le marché est soumis à l'Accord OMC sur les marchés publics (voir chapitre 2.1) ;
- Respectent les aptitudes et compétences minimales du soumissionnaire pour l'exécution du présent marché, indiquées au chapitre 2.10).

Par ailleurs, les motifs d'exclusion au sens de l'art 32 RLMP-VD s'appliquent.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procèdera à une vérification plus approfondie par écrit auprès des soumissionnaires concernés. Les offres ne respectant pas les conditions susmentionnées sont exclues.

2.11 PRÉ-IMPLICATION

La société suivante est considérée comme **pré-impliquée** et n'est **pas autorisée** à participer à la présente procédure :

- HOLINGER SA ; BAMO et organisateur de la procédure d'appel d'offres.

Les bureaux suivants ont participé à l'élaboration des études préliminaires et de l'avant-projet de projet et sont **autorisés** à participer à la présente procédure, dès lors que les résultats de ces travaux sont intégralement mis à disposition de tous les soumissionnaires :

- AFRY Suisse SA (auteur de l'avant-projet "STEP") ;
- Triform SA (auteur de l'étude préliminaire sur le traitement des eaux industrielles) ;
- ABA-Geol SA (auteur des études géologiques et géotechniques) ;
- Ribi Ingénieurs hydrauliciens SA (auteur de l'avant-projet "réseau") ;
- NPPR (relevés géométriques des ouvrages existants) ;
- Geotest (diagnostic des bétons des ouvrages existants) ;
- AWI (étude sur la ligne électrique).

La société RWB Vaud SA est adjudicatrice pour le mandat de plan général d'évacuation des eaux régional 1^{ère} étape (PGEEr1). Elle est également autorisée à participer à la présente procédure, dans la mesure où ce mandat est en phase de démarrage seulement.

2.12 CONFLIT D'INTÉRÊT ET RÉCUSATION

Le soumissionnaire annonce à l'adjudicateur, dès qu'il a connaissance d'un potentiel conflit d'intérêt, mais au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec un des membres du comité d'évaluation des offres.

Un membre du comité d'évaluation ou de l'autorité adjudicatrice doit se récuser dès qu'il constate qu'il est en conflit d'intérêt potentiel avec un soumissionnaire.

Le cas échéant, il appartient à l'adjudicateur, dans la mesure du possible, de remplacer le membre concerné.

2.13 VALIDITÉ DE L'OFFRE

L'offre du soumissionnaire est valable pour une durée de **6 mois** à partir de la date limite de dépôt des offres.

2.14 NOMBRE D'OFFRES

Un mandataire, une entreprise ou une société, ainsi qu'un consortium d'entreprises ou une association de bureaux, le cas échéant, ne peut déposer qu'une offre. Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne peuvent inscrire qu'un seul soumissionnaire.

2.15 VARIANTE D'OFFRE

Les variantes d'offre (au sens formel d'une offre alternative, rendue et évaluée en parallèle à l'offre de base) ne sont **pas admises**. A fortiori, les variantes de projet, qui remettraient fondamentalement en cause les choix opérés dans le cadre de l'avant-projet ne sont pas admises non plus. L'offre déposée doit ainsi répondre pleinement au cahier des charges, sous peine d'exclusion de la procédure.

Toutefois, les soumissionnaires sont invités à:

- faire des propositions d'optimisation et de complément du cahier des charges du mandataire (= prestations) qui leur semble pertinentes. L'adjudicateur pourra en tenir compte lors des discussions contractuelles avec l'adjudicataire du marché ;
- mener une discussion sur l'avant-projet et proposer des améliorations, mais sans remettre fondamentalement en cause les choix opérés dans le cadre de l'avant-projet (choix des grandes lignes des tracés, principes de modification des STEP, ...). Si nécessaire, le soumissionnaire fera état de réserves quant aux choix techniques déjà effectués.

2.16 INDEMNISATION

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité.

2.17 MODIFICATION D'UNE OFFRE

Une offre déposée ne peut pas être modifiée, corrigée ou complétée après son dépôt.

Lors du contrôle de la recevabilité formelle des offres, dans le but d'éviter une exclusion qui relèverait du formalisme excessif, l'adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir, dans un court délai, d'éventuelles pièces manquantes ou incomplètes de nature purement administrative.

2.18 MODIFICATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Toute modification en cours de procédure est communiquée aux entreprises inscrites via la plate-forme SIMAP. Si nécessaire, l'adjudicateur prolonge les délais de procédure de manière adéquate.

2.19 DEVOIR DE S'INFORMER

Le soumissionnaire doit s'engager à fournir toutes les prestations nécessaires pour atteindre les objectifs décrits dans le cahier des charges. **Il ne pourra pas invoquer un manque d'information pour prévoir des prestations qui se révéleraient incomplètes.** Il lui appartient

en effet de s'enquérir dans le cadre de l'appel d'offres des informations éventuellement manquantes et des conditions ou autres éléments pouvant influencer ses prestations.

Il proposera spontanément dans son offre les prestations qui lui paraissent nécessaires à l'atteinte des objectifs du mandat et qui ne figureraient pas dans le cahier des charges.

2.20 PROPRIÉTÉ ET CONFIDENTIALITÉ

En référence au RLMP-VD (RSV 726.01.1) art. 18, les soumissionnaires conservent les droits d'auteur sur leurs offres et tous les documents annexés y relatifs. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

L'adjudicateur s'engage, pour lui-même et ses mandataires, à traiter de manière confidentielle les offres reçues ainsi que toute information échangée en cours de procédure et à en faire usage dans le cadre de la présente procédure exclusivement.

Le soumissionnaire s'engage quant à lui à traiter de manière confidentielle l'ensemble des documents d'appel d'offres reçus dans le cadre de la présente procédure.

3 STRUCTURE ET CONTENU DES DOSSIERS DU SOUMISSIONNAIRE

Le soumissionnaire remet une offre dont la structure et le contenu sont conformes au tableau suivant. Les formulaires à compléter sont fournis en format word éditable avec le présent appel d'offres.

Onglet N°	Pièces du dossier d'offre	Détails
1	Caractéristiques du soumissionnaire	Formulaire à compléter, partie A Documents annexes
2	Références d'entreprise	Formulaire à compléter, partie B Documents annexes
3	Formulaire de calcul des honoraires (fourni, à remplir)	Formulaire Excel fourni, à remplir et à signer valablement.
4	Personnes-clé	Formulaire à compléter, partie C CVs des personnes-clé Eventuels documents annexes
5	Méthodologie	Documents à remettre selon partie D Note méthodologique Schémas, esquisses, plans, visualisations, etc. utiles à la compréhension des propositions, en annexe, selon appréciation du soumissionnaire
6	Organisation du soumissionnaire pour le mandat	Documents à remettre selon partie E Organigramme Note explicative Documents d'assurance qualité Documents de management environnemental
7	Planning	Documents à remettre selon partie F Planning "Gantt" Note explicative
8	Engagement sur l'honneur	Formulaire partie G document à signer, pour chaque entreprise

4 EVALUATION DES OFFRES ET ADJUDICATION

4.1 CRITÈRES D'APTITUDE

4.1.1 Principe

Les offres sont dans un premier temps soumises à un critère de qualification concernant les références du soumissionnaire. Si l'un des sous-critères de qualification n'est pas atteint, l'offre du soumissionnaire est écartée (décision d'exclusion) et n'est pas évaluée selon les critères d'adjudication. De cette manière, les soumissionnaires dont l'expérience serait insuffisante ne sont pas retenus.

4.1.2 Capacité suffisante du soumissionnaire

Pour assurer une taille du **bureau pilote** (ou mandataire unique) suffisante par rapport à la taille du marché, un chiffre d'affaire supérieur ou égal à **2 MCHF / an** (moyenne des 5 dernières années du chiffre d'affaires) est exigé.

4.1.3 Références

Le soumissionnaire doit démontrer son expérience pour **4 compétences-clé** du mandat:

- 1 référence d'une **construction ou réhabilitation complète de station de pompage d'eaux usées** comme ingénieur hydraulicien, pilote (DGP/DGT) et responsable de la coordination interdisciplinaire technique et spatiale (taille minimale: 1 million de CHF de coûts d'ouvrage total hors TVA) ;
- 1 référence de **conduite sous pression** (eau potable ou eau usée) **d'au moins 1 km** de longueur en tant qu'ingénieur civil;
- 1 référence de construction ou réhabilitation d'un **bassin d'eaux pluviales** ou similaire équipé d'organes de contrôle hydraulique, en tant qu'ingénieur civil;
- 1 référence comportant des travaux de fouille linéaire de grande distance en zone agricole incluant des **mesures de protection des sols et un suivi pédologique** (au moins 1 km).

Les références présentées doivent répondre **cumulativement aux exigences suivantes** :

- comporter les prestations SIA de planification (au moins la **phase 32**), de soumission (**phase 41**) et de réalisation (**phases 51 à 53**)
- être **achevées il y a moins de 10 ans ou être proches de l'achèvement** (= phase de réalisation largement avancée).

Les références démontrant l'aptitude peuvent provenir de tous les bureaux membres du groupement y compris les sous-traitants, pour autant que le bureau qui produit la référence effectue la prestation correspondante dans le présent mandat.

Un même projet de référence peut être utilisé pour démontrer plusieurs éléments d'aptitude.

Le soumissionnaire fournira **des références d'entreprise** (voir explications selon → **formulaire B**) correspondant le mieux possible au présent marché et démontrant son expérience spécifique.

4.2 CRITÈRES D'ADJUDICATION

4.2.1 Critères et pondération

Les soumissionnaires qui remplissent les critères d'aptitude sont évalués selon les critères d'adjudication suivants :

Critères et sous-critères	Poids	Rendu évalué
1. Prix et crédibilité des heures offertes <ul style="list-style-type: none"> - Prix de l'offre (20%) - Crédibilité et adéquation du volume d'heures offert (5%) 	25%	Formulaire "prix" et annexes Documents selon Formulaires C et F (pour les heures) Audition du candidat (pour les heures)
2. Qualification et expérience des personnes-clé <ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur/e civil/e chef/fe de projet et resp. DGP/DGT (10%) - Ingénieur/e spécialiste hydraulicien et équipements électromécaniques (7.5%) - Responsable DLT (7.5%) 	25%	Selon formulaire partie C Audition du candidat
3. Méthodologie <ul style="list-style-type: none"> - Analyse de l'avant-projet (5%) - Approche pour la gestion du H₂S (5%) - Approche pour le suivi pédologique (5%) - Mode de gestion des coûts d'ouvrage (5%) 	20%	Selon formulaire partie D Audition du candidat
4. Organisation du soumissionnaire pour le mandat <ul style="list-style-type: none"> - Organisation de l'équipe de projet (10%) - Organisation interne du/des bureau(x) (5%) 	15%	Selon formulaire partie E Audition du candidat
5. Proposition de planning	15%	Selon formulaire partie F Audition du candidat
Total	100 %	

4.2.2 Notation du critère « prix »

Le prix qui entre en compte dans la notation est le **montant global de l'offre du soumissionnaire, frais annexes compris, hors TVA**.

L'adjudicateur décide d'appliquer la méthode de notation du prix suivante : montant de l'offre la moins disante, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée.

$$\text{Note offre}_x = \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \times 5$$

L'adjudicateur se réserve la possibilité de demander des justifications au soumissionnaire qui présente une **offre anormalement basse** au sens de l'art. 36 RLMP-VD. Une offre anormalement basse (en heures et/ou en coût) pourra faire l'objet d'une décision d'exclusion s'il est avéré que le prix offert ne permet pas de réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou qu'il mette en péril la pérennité de l'entreprise soumissionnaire.

4.2.3 Notation du temps consacré

L'adjudicateur procède à une analyse de crédibilité et d'adéquation au projet des heures offertes, en appliquant le barème de notation décrit plus bas. Il s'assure, sur la base de valeurs d'expérience et d'une analyse des exigences du mandat que l'offre soit plausible, crédible et permette d'atteindre les objectifs du mandat. Les éléments d'appréciation sont :

- Volume total d'heures offertes, mises en relation avec le profil de l'équipe de projet et avec le planning du soumissionnaire ;
- Taux de charge des personnes-clé (on cherche en particulier à s'assurer d'une implication à la fois suffisante et réaliste des personnes-clé) ;
- Adéquation des volumes d'heures pour la phase d'exécution (52), permettant de garantir une présence suffisante sur le chantier.

4.2.4 Notation des critères "qualité"

Les critères "qualité" sont évalués en fonction des indications suivantes, en appliquant le barème de notation décrit plus bas.

Critère 2 – personnes-clé

Les 3 personnes-clé sont à présenter avec **2 références personnelles chacune** (à documenter dans le formulaire correspondant), ainsi qu'un **CV** (format libre). Le cumul de rôles n'est pas admis.

Remarque concernant le chef de projet : EMB souhaite disposer d'un interlocuteur compétent et expérimenté, mais aussi **disponible et fortement engagé** dans le projet. Une personne-clé certes très expérimentée et aux compétences pointues mais peu disponible n'est pas souhaitée. Ainsi, un chef de projet plus jeune, dont la disponibilité est avérée et qui est adéquatement soutenu, peut donner toute satisfaction et accéder à une notation élevée. Les soumissionnaires sont invités, en lien avec le critère no. 4, à apporter les informations nécessaires pour démontrer, le cas échéant, une telle organisation.

Critère 3 - méthodologie

Le soumissionnaire remet un descriptif méthodologique, de forme libre et de maximum 8 pages A4 (hors annexes illustratives éventuelles), qui doit préciser sa compréhension du mandat et ses propositions méthodologiques avec un accent particulier sur les éléments suivants:

- Avant-projet : analyse de l'avant-projet, identification de pistes d'optimisation et des enjeux-clé pour la suite des études ;
- Approche pour la gestion du H₂S dans les réseaux ;
- Approche pour le suivi pédologique ;
- Mode de gestion des coûts d'ouvrage: outils proposés, approche pour le suivi des coûts en phase de soumission et de réalisation, contrôle des métrés, gestion des avenants et modifications de projet, etc.

Critère 4 - organisation

L'**organisation de l'équipe de projet** est à présenter sous la forme d'un organigramme (format A4 ou A3), complété de commentaires (1 page de texte max.).

Il s'agit notamment de montrer:

- comment va fonctionner l'équipe de projet à l'interne ainsi que dans ses relations avec les autres intervenants du projet;
- de quelle manière le chef de projet pilotera le projet et démontrer sa disponibilité et sa suppléance;
- comment fonctionnera l'implication et la suppléance des autres personnes-clé;
- le mode de collaboration entre bureaux, si le soumissionnaire est organisé en groupe-ment et/ou avec des sous-traitants. Les éventuelles expériences de collaboration entre les bureaux impliqués peuvent être mentionnées.

L'adjudicateur souhaite un mandataire aussi "compact" que possible, dans un souci d'efficacité et de réduction des risques de dilution des responsabilités.

L'**organisation interne des bureaux** est à présenter au moyen des documents suivants :

- Système d'assurance qualité (certifié ou non¹)
- Système de management environnemental (certifié ou non¹)

Critère 5 - planning

Un planning d'étude et de réalisation est à présenter par le soumissionnaire, en tenant compte des indications de calendrier du cahier des charges et des données du projet.

L'appréciation se basera sur la clarté et le degré de détail du planning, le degré d'atteinte des objectifs de calendrier fixés par le MO ainsi que l'adéquation et la crédibilité de l'enchaînement et de la durée des étapes du projet. Une note explicative de 2 pages de texte maximum est à joindre au planning.

¹ Pour un bureau certifié (ISO, EcoEntreprise, etc.), le certificat est suffisant. Si le bureau n'est pas certifié, fournir une documentation permettant de comprendre le mode de gestion de la qualité et des aspects environnementaux.

4.3 BARÈME DES NOTES

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Chaque note au niveau du sous-critère est attribuée au demi-point, à part pour l'évaluation du prix, qui est noté au centième. Les notes des sous-critères seront pondérées pour obtenir une note du critère au centième (par exemple : 3.46). Puis les notes des critères seront pondérées pour obtenir un score total au centième. Les notes sont précisées comme suit :

Note Appréciations

- 0** **"Manquant"** Information ou document (non éliminatoire) non fourni
- 1** **"Insuffisant"** Les éléments fournis sont nettement insuffisants et ne répondent pas du tout aux attentes
- 2** **"Partiellement suffisant"** Les éléments fournis ne répondent que partiellement aux attentes minimales
- 3** **"Satisfaisant"** Les éléments fournis répondent aux attentes minimales, mais ne présentent pas d'avantages particuliers pour l'adjudicateur
- 4** **"Largeement satisfaisant et intéressant"** Les éléments fournis répondent bien aux attentes et présentent des avantages particuliers pour l'adjudicateur, (sans tomber dans la surqualité ou la surqualification)
- 5** **"Très intéressant"** Les éléments fournis répondent largement aux attentes, présentant beaucoup d'avantages particuliers pour l'adjudicateur (sans tomber dans la surqualité ou la surqualification)

4.4 COMITÉ D'ÉVALUATION

Le comité d'évaluation est constitué des membres suivants :

Nom et prénom	Titre / fonction
Sylvain Schupbach	Président du CODIR EMB, Conseiller municipal à Lucens, représentant de l'arrondissement "Centre Lucens"
Michel Rochat	Membre du CODIR EMB, Conseiller municipal à Jorat-Mézières, représentant de l'arrondissement "Sud"
Véronique Diserns	Membre du CODIR EMB, Conseillère municipale à Moudon, représentant de l'arrondissement "Centre Moudon"
Thierry Dubrit	Membre du CODIR EMB, Conseiller municipal à Valbroye, représentant de l'arrondissement "Nord"
Jean-Paul Rey	Membre du CODIR EMB, Conseiller communal à Châtonnaye, représentant de l'arrondissement "Fribourg"
Philippe Pahud	Directeur de l'Association intercommunale Service Technique Broye vaudoise (AISTBV)
Jürg Schweizer *	Mandataire BAMO (collaborateur du bureau HOLINGER SA)

* avec voix consultative uniquement

Il n'y pas de suppléants prévus. Le comité d'évaluation peut valablement délibérer avec au moins 4 de ses membres (hors membres avec voix consultative).

4.5 CORRECTION DES ERREURS LORS DE L'ÉVALUATION

L'adjudicateur procède à un contrôle arithmétique de l'offre. Les erreurs évidentes de calcul sont corrigées. En cas de problème de compréhension, une demande de clarification peut être adressée à un soumissionnaire, par écrit.

4.6 DÉCISION D'ADJUDICATION

Le marché est attribué à l'offre obtenant le meilleur score.

La décision d'adjudication est notifiée par écrit aux soumissionnaires qui ont participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la décision d'adjudication, chaque soumissionnaire reçoit un tableau qui indique les résultats non anonymes des soumissionnaires.

La décision d'adjudication est une décision administrative et ne constitue pas un engagement contractuel au sens du Code des Obligations. Après l'adjudication, un contrat de mandataire est établi, selon le modèle de contrat prévu, ceci sous réserve de la validation des crédits nécessaires.

L'adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer ultérieurement à l'adjudicataire des mandats complémentaires en lien avec le présent projet, en fonction de l'évolution du projet et de besoins non encore identifiés à ce stade.

4.7 CONTRAT

EMB prévoit de conclure avec l'adjudicataire un contrat de mandataire KBOB (Document KBOB no 30, Version 2020 (1.0)), dont une version préliminaire est fournie avec l'appel d'offres. En déposant une offre, le soumissionnaire accepte les termes du projet de contrat et les conditions générales y relatives.

5 VOIES DE RECOURS

Conformément à l'art. 10 al. 1, LMP-VD, toutes les décisions administratives notifiées dans le cadre de la présente procédure, y compris l'appel d'offres (let. a), sont sujettes à recours. Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente (Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Av. Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne) dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le recours doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours.

Le recours n'a en principe pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du recourant, par l'autorité de recours.